



Déclaration Liminaire

Comité Technique de Réseau du SID

Mercredi 27 novembre 2019

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs,

La situation internationale est très préoccupante tant les conflits sont nombreux. Tout d'abord, au Nord Est de la Syrie avec l'offensive militaire lancée par la Turquie le 9 Octobre dernier contre les forces Kurdes dans le cadre d'une opération baptisée « source de paix », alors que ces forces Kurdes sont les alliés des occidentaux dans la lutte antidjihadiste. A l'occasion de ce conflit, la ministre des Armées, auditionnée par le sénat, a annoncé la suspension de tout projet d'exportation d'arme vis-à-vis de ce pays. C'est une déclaration dont nous pouvons que nous réjouir. Cependant, l'exportation d'armes continue vers des pays qui mènent des guerres faisant des milliers de victimes civiles, comme l'Arabie Saoudite au Yémen. La CGT milite et œuvre pour la paix et le désarmement dans le monde. La CGT reste fermement opposée aux interventions extérieures par la guerre qui ne font qu'alimenter le désespoir, la détresse et la misère sociale et qui jettent des milliers de personnes sur les routes fuyant leur pays, faisant d'eux des réfugiés, ou pour être politiquement correct des migrants. La CGT rappelle que le rôle de l'armée est de défendre le territoire français et de protéger les intérêts de la France et de ses alliés dans le monde, et non de vendre des armes.

Ce n'est pas un appel du ministère des armées à notre fédération, CGT FNTE, au soir de notre audition avec la commission défense de l'assemblée nationale qui changera nos positions sur le sujet. La CGT militera toujours pour la paix et le désarmement dans le monde surtout quand ce dernier n'a que pour but final d'enrichir qu'une minorité au détriment des peuples.

Que dire du terme OPEX, qui a la genèse signifié « opérations exceptionnelles » qui s'est transformée en « opérations extérieures », preuve d'une volonté d'ingérence militaire sur certains territoires.

Alors que l'actuel président de la République en est à la moitié de son mandat, à l'heure où la contestation sociale est de plus en plus vive, le rouleau compresseur libéral tente encore et toujours de détruire les conquêtes sociales des Françaises et des Français.

En effet, après la casse du code du travail et la réforme structurelle de la Fonction Publique, le gouvernement souhaite aujourd'hui imposer une nouvelle réforme, concernant les régimes de retraites.

S'appuyant sur le rapport Delevoye, dont l'auteur a rejoint le gouvernement depuis, le projet de loi semble s'orienter vers une précarisation généralisée, tout en méprisant la pénibilité au travail subie par les salariés.

Avec ou sans clause « grand-père », nul doute que le montant des pensions va fortement baisser, le principe de la « règle d'or », limitant le montant des pensions à 14% du PIB, étant le premier jalon de la future précarisation des retraités.

La CGT a d'ores et déjà pris ses responsabilités en appelant, aux côtés de plusieurs organisations syndicales, à une journée de grève et de manifestations le 5 décembre prochain.

Journée dont l'objectif est de rejeter ce projet néfaste au profit de véritables solutions, amenées lors des consultations au ministère du travail et au Premier Ministre, pour réformer notre système actuel en le renforçant.

Concernant le SID les personnels de nos établissements sont en souffrance. De nombreux personnels nous contactent pour faire part de leur mal-être au travail. Depuis 2008, et le premier plan Sarkozy-Morin (RGPP), cela fait, maintenant, plus de 10 ans que le ministère vit des transformations qui impactent, en conséquence, nos établissements. Les personnels doivent faire face à une charge de travail de plus en plus importante, dans certains services et domaines professionnels, avec parfois, de moins en moins de personnels. Mais aussi, face à un encadrement qui mène les directions comme des entreprises privées, et non plus comme des services publics. Pour faire face à ce mal-être au travail qui est de plus en plus grandissant et inquiétant, les directions se dotent de groupe RPS. On soigne la plaie plutôt que de s'attaquer au mal.

Vu le projet du SID pour 2025, qui est le doublement des investissements à effectifs constant, après en avoir discuté dans différents ESID cela paraît illusoire tant une grande partie des agents est déjà en surcharge de travail.

La solution de l'externalisation, qui a montré bien souvent qu'elle crée plus de problèmes qu'autre chose, n'est pas acceptable à nos yeux pour des raisons économiques.

Malgré les conditions de travail dégradées, la conscience professionnelle des personnels leur permet de mener à bien leurs missions. Ce sont des personnels qui, tout au long de leur carrière, ont su s'adapter aux nouvelles technologies et missions. La CGT condamne la mise en concurrence des personnels entre eux, et les différences de traitement qui peuvent découler d'une simple rédaction de fiche de poste.

Sur le plan salarial, il n'y a aucune reconnaissance de l'investissement des personnels. Les salaires des agents, tous corps confondus, sont pratiquement gelés depuis presque 10 ans, y compris en 2020, les déroulements de carrière sont laborieux, et les avancements difficiles.

Il est important de fidéliser et de rendre attractifs nos emplois. Pour cela, le décret sur les 21 professions doit être étendu aux métiers du SID qui doit continuer à faire le boulot en régie plutôt que de privilégier uniquement la maîtrise d'œuvre, d'ouvrage et la conduite d'opération.

C'est en ce sens que la CGT revendique :

- Le dégel du point d'indice pour les fonctionnaires et la réactualisation du bordereau de salaire pour les ouvriers d'état.
- La suppression de toutes les primes qui mettent en concurrence les agents, et la création d'un 13^{ème} mois qui aurait valeur d'équité pour chaque personnel
- Un véritable plan d'embauche sous statut dans nos établissements étatiques afin de pouvoir effectuer nos missions à bien et de pérenniser notre soutien aux armées avec la réouverture, dans la nomenclature des professions OE, des métiers régis du SID ainsi que la profession dessinateur au rayon des TSO.
- L'ouverture d'écoles de formation techniques et administratives pour former nos futurs agents aux métiers spécifiques dans nos établissements

Merci de votre écoute

La CGT